

**CONSULTANT (E) INTERNATIONAL (E) – EXPERT SENIOR CHEF DE MISSION, APPUI À LA
FINALISATION ET LA MISE EN PLACE DE LA STRATÉGIE NATIONALE DE BONNE
GOUVERNANCE ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET D’UN PLAN D’ACTION**

Lieu :	Tunis, TUNISIE
Dernier délai de soumission	02/10/2015
Catégorie additionnelle	Gouvernance Démocratique
Type de Contrat :	Consultant International
Langues requises :	Français
Date de début : (date à partir de laquelle le candidat sélectionné devra commencer)	Octobre 2015
Durée du Contrat Initial :	30 jours de travail étalés sur une période de 3 mois

1. CONTEXTE :

En Tunisie, dans le contexte qui prévaut après la révolution du 14 Janvier 2011, la corruption est l'un des principaux défis qui peut miner les efforts de croissance et mettre en péril l'aspiration du peuple tunisien à la démocratie et au développement. La corruption était largement répandue au plus haut niveau sous l'ancien régime. Le risque existe qu'elle perdure en s'adaptant au nouvel environnement politique et institutionnel, si des stratégies appropriées ne sont pas formulées, mises en œuvre et évaluées régulièrement et conformément aux normes internationales et aux bonnes pratiques.

Il s'agira de répondre ainsi à une priorité nationale de la transition démocratique en Tunisie mais aussi à l'engagement de la Tunisie dans le cadre de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (CNUCC). En effet, l'article 60, de cette dernière préconise la mise en place d'un cadre stratégique et de son plan d'action : « Les États Parties envisagent de s'entraider, sur demande, pour mener des évaluations, des études et des recherches portant sur les types, les causes, les effets et les coûts de la corruption sur leur territoire, en vue d'élaborer, avec la participation des autorités compétentes et de la société, des stratégies et plans d'action pour combattre la corruption ».

Depuis lors, toutes les parties prenantes s'activent à appuyer la Tunisie dans sa démarche pour une meilleure efficacité de la lutte contre la corruption. Dans ce combat, le PNUD offre son appui aux acteurs nationaux et coordonne avec la communauté internationale afin d'instaurer un processus de dialogue et construire un consensus national autour d'une vision et d'axes stratégiques pour la lutte contre la corruption. C'est ainsi qu'une feuille de route a été élaborée par les partenaires nationaux le 11 juillet 2012. Une vision commune a été, dans ce cadre, définie et annoncée le 09 décembre 2012 lors d'une session extraordinaire à l'ANC. Un processus d'élaboration d'une Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption (SNLCC) a été enclenché et mis en place selon une démarche inclusive et participative et une première version d'une « Stratégie nationale de Bonne gouvernance et lutte contre la corruption » a été préparée en Avril 2014.

Afin de réviser le document de la stratégie Nationale de la Lutte Contre la Corruption, élaborer et repenser le processus de sa mise en œuvre, il a été convenu de recruter un(e) consultant(e) sénior(e) international(e) de renommée, chargé(e) de planification stratégique et d'appuyer les acteurs nationaux pour l'élaboration de la version finale de la Stratégie Nationale et d'un Plan d'Action de Lutte Contre la Corruption.

2. TACHES ET RESPONSABILITÉS :

Sous la supervision de la Conseillère Technique Principale, Anti-corruption du PNUD et en collaboration avec le Comité de Pilotage pour la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption, le/a consultant(e) effectuera sa mission en collaboration avec le consultant national tout en respectant les normes de qualité et de délais dans la remise des analyses et des rapports de suivi.

Il/ elle assurera les fonctions suivantes :

- Élaborer, en collaboration avec le consultant national, la version finale de la Stratégie de lutte contre la corruption ainsi que le Plan d'Action et de suivi, en assurant la qualité des documents ;
- Superviser et encadrer les travaux du consultant national et valider ses livrables
- Dresser une analyse qualitative des données faisant ressortir les forces, les faiblesses liées au document du projet actuel de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption ;
- Fournir un conseil sur le processus et les structures de dialogue pour informer du processus de consultation (Groupe de travail, comité de concertation, tables rondes) ;
- Fournir un appui technique et stratégique aux acteurs nationaux pour l'élaboration de la version finale de la Stratégie Nationale et du Plan d'Action et de suivi de Lutte Contre la Corruption ;
- Identifier les procédures, les pratiques, les enjeux et les défis liés à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption ;
- Identifier les axes d'intervention et le cadre d'évaluation de la Stratégie Nationale de de la lutte contre la corruption ;
- Programmer de façon participative les actions et les initiatives à développer pour élaborer la Stratégie Nationale et le Plan d'Action et du suivi de lutte contre la corruption ;
- Faciliter des réunions d'examen et de validation des axes proposés dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption ;

3. MÉTHODOLOGIE DE LA MISSION

Sous la supervision de la Conseillère Technique Principale du PNUD, et en collaboration avec le comité de pilotage, le/a consultant/e international/e entreprendra les prestations suivantes :

- Appuyer et fournir des orientations stratégiques sur la révision et finalisation du document actuel et d'identification des axes de la stratégie de lutte contre la corruption et de suivi des actions avec les institutions tunisiennes et les partenaires techniques et financiers ;
- Orienter le processus de finalisation de la Stratégie Nationale et du plan d'action et suivi de la lutte contre la corruption
- Faciliter les ateliers de consultations avec les divers acteurs nationaux et selon un processus participatif ;
- Restitutions intermédiaires et finales des travaux ;
- Intégrer les recommandations issues du processus de consultation avec les acteurs nationaux ;
- Superviser et encadrer les travaux du consultant national et valider ses livrables

La mission se fera sur la base de la documentation, des consultations, d'ateliers, des documents disponibles, les données d'enquêtes réalisées.

Il est à noter que le consultant sera appelé à faire trois déplacements à Tunis pour l'exécution de sa mission¹. La durée de chaque mission est estimée à 7 jours (le consultant peut proposer une autre durée dans son planning).

La mission sera réalisée à Tunis et l'expert sera installé au siège de l'Instance Nationale de Lutte contre la Corruption se trouvant à Tunis.

4. RÉSULTATS ATTENDUS ET LIVRABLES:

- Présentations Power Point de l'analyse-diagnostic du document actuel de la stratégie et d'une proposition du processus à suivre
- Document de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption validé
- Plan d'Action y compris matrice et indicateurs de suivi, validé
- Budget prévisionnel validé
- Rapport final de la mission avec des recommandations (maximum 5 pages)

Tous les livrables doivent être validés par le Comité de pilotage de la Stratégie Nationale de la Lutte Contre la Corruption et par la CTP du projet.

5. QUALIFICATIONS REQUISES :

Le/la candidat(e) doit remplir les conditions suivantes :

- Minimum un master en sciences politiques, droit, sciences sociales, politiques de développement, planification, administration publique ou un domaine connexe ;
- Minimum 3 expériences en tant que chef de mission ou d'expert sénior ou leader dans le domaine de la conduite de la mise en place d'une stratégie (pays ou organisation d'envergure internationale) dans le domaine de la lutte contre la corruption ;
- Expérience internationale dans au moins deux pays différents dans le domaine de la lutte contre la corruption ;
- Au moins trois publications/études/manuels internationaux dans le domaine de la lutte contre la corruption

6. MODALITÉ DE PAYMENT

Les candidats voudront bien noter que les paiements ne pourront être effectués que sur la base des produits livrés, c'est-à-dire sur présentation du résultat des services spécifiés dans les TDR et après validation de ces livrables par le responsable désigné par le PNUD. Pour la présente mission, les paiements seront effectués comme suit :

¹ Le nombre des missions peut être revu à la hausse ou à la baisse en fonction des besoins de la mission

Paielement	Montant	Livrable	Effort estimé en H/J
1 ^{er} versement	20 %	Présentations Power Point de l'analyse-diagnostic du document actuel de la stratégie et d'une proposition du processus à suivre	5
2 ^{ème} versement	35 %	Document de Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption validé	15
3 ^{ème} versement	35%	- Plan d'Action y compris matrice et indicateurs de suivi, validé - Budget prévisionnel validé	12
4 ^{ème} versement	10%	Rapport final de la mission avec des recommandations (maximum 5 pages)	3

Tous les livrables doivent être validés par la CTP du projet.

7. CRITÈRES DE SÉLECTION DE LA MEILLEURE OFFRE

Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique		Points maximums
Critères éliminatoires		
1	Minimum mastère en sciences politiques, droit, sciences sociales, politiques de développement, administration publique ou un domaine connexe	
2	Minimum 3 expériences en tant que chef de mission ou d'expert sénior ou leader dans le domaine de la conduite de la mise en place d'une stratégie (pays ou organisation d'envergure internationale) dans le domaine de la lutte contre la corruption	
3	Expérience internationale dans au moins deux pays différents dans le domaine de la lutte contre la corruption	
4	Au moins trois publications/études/manuels internationaux dans le domaine de la lutte contre la corruption	
Critères de notation		
1	Expériences en tant que chef de mission ou d'expert sénior ou leader dans le domaine de la conduite de la mise en place d'une stratégie (pays ou organisation d'envergure internationale) dans le domaine de la lutte contre la corruption : - Entre 3 et 5 expériences :..... (20 points) - Entre 5 et 7 expériences :..... (25 points) - Plus que 7 expériences :..... (30 points)	30
2	Expérience internationale (dans au moins deux pays différents) dans le domaine de la lutte contre la corruption : - Expérience dans 2 à 3 pays différents :..... (10 points) - Expérience dans 4 à 5 pays différents :... (15 points) - Plus que 5 expériences :..... (20 points)	20

Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique		Points maximums
3	Méthodologie et planning prévisionnel de la mission envisagée • Les aspects importants de la tâche à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?...7 points • Le contenu de la tâche à accomplir est-il bien défini et correspond-il aux TdR ?.....7 points • La présentation est-elle claire et le déroulement des activités et la planification sont-ils logiques, réalistes et garantissent-ils une réalisation efficace du projet ?..6 points	20
4	Entretien avec le panel	30
Total évaluation technique		100

Les offres seront évaluées sur la base de la méthode de notation pondérée. L'attribution du contrat devrait être faite en fonction de l'évaluation des offres déterminée comme suit :

- Compatibilité / acceptabilité et
- Obtention du meilleur score sur un ensemble prédéterminé de pondération des critères techniques et financiers spécifiques.

- Poids des critères techniques : 70%
- Poids des critères financiers : 30%

a. Évaluation Technique

Les candidatures reçues seront évaluées par un panel de sélection selon la grille technique définie ci-dessus :

À l'issue de l'examen des offres techniques envoyées, une liste restreinte sera établie. Les candidats de cette liste seront contactés pour un entretien.

Seuls les 3 premiers candidats seront contactés pour l'entretien. Une note sera donnée à cet entretien (critère 4), qui sera utilisé pour déterminer le total des points donnés au cours de l'évaluation technique.

L'entretien sera assuré en français ou en anglais.

b. Évaluation financière

Seules les candidatures ayant obtenu un minimum de 70 points suite à l'évaluation technique seraient considérées pour l'évaluation financière.

Après vérification de l'adéquation entre les propositions financière et technique, chaque offre financière (F) recevra une note financière (NF) calculée par comparaison avec la proposition financière la moins disant (Fm) de la manière suivante : $NF = 100 \times Fm / F$ (F étant le prix de la proposition financière).

c. Attribution

Pour finir, les propositions seront ensuite classées en fonction de la note totale pondérée : Note Globale = $0,7 \times NT + 0,3 \times NF$. L'Offre sera adjugée à la soumission ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité). Le PNUD ne s'engage en aucun cas à choisir forcément le Consultant offrant le plus bas prix.

8. PIÈCES DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature est composé de :

a- Une proposition technique

- Présentation de l'approche méthodologique (maximum 3 pages)
- Le planning prévisionnel de la mission ;
- Le CV détaillé du consultant(e) incluant l'expérience acquise en tant qu'expert sénior ou chef de mission dans des projets similaires et la liste des publications internationales dans le domaine de la lutte contre la corruption ;

La proposition technique peut être présentée en français ou en anglais

b- Une proposition financière

La proposition financière doit être libellée en USD ou toute autre devise reconnue par les NU.

Afin de faciliter la comparaison des offres financières par le service demandeur, il est recommandé aux candidats de fournir une ventilation de ce montant forfaitaire. Les consultants doivent indiquer/détailler dans leurs propositions financières les coûts des billets d'avion ou transports routiers aller-retour, les frais de visa éventuels, les honoraires et les frais de séjour, en tenant compte du nombre de jours de travail prévus à chaque mission.

Il est à noter que le consultant sera appelé à faire trois déplacements à Tunis pour l'exécution de sa mission². La durée de chaque mission est estimée à 7 jours (le consultant peut proposer une autre durée dans son planning).

La mission sera réalisée à Tunis et l'expert sera installé au siège de l'Instance Nationale de Lutte contre la Corruption se trouvant à Tunis.

Le réalisme des coûts indiqués pour le voyage pourra être vérifié par le PNUD, soit en exigeant la présentation de justificatifs d'achat du titre de voyage, soit en effectuant une comparaison indépendante avec les prix du marché aux dates et pour les trajets concernés. Le PNUD n'accepte pas les coûts de voyage qui excèdent ceux du billet en classe économique. Si un consultant désire voyager en classe supérieure, il devra le faire sur ses ressources propres.

Toute dépense non prévue par les TDR ou explicitement inscrite à l'offre financière telle qu'acceptée par le PNUD, quelle qu'en soit la nature, doit être convenue entre le Bureau du PNUD et le consultant à l'avance, sous peine de ne pas être remboursée.

9. SOUMISSION DES CANDIDATURES

Les candidat(e)s intéressé(e)s voudront bien adresser leur dossier de candidature en indiquant la référence du poste :

**«NE PAS OUVRIR – CONSULTANT (E) INTERNATIONAL (E) – REVISION ET FINALISATION DE LA
STRATÉGIE NATIONALE DE BONNE GOUVERNANCE ET DE LA
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION / PROJET 00086230 APPUI A L'ÉTABLISSEMENT D'UN SYSTÈME
NATIONAL D'INTÉGRITÉ EN TUNISIE »**

² Le nombre des missions peut être revu à la hausse ou à la baisse en fonction des besoins de la mission

Les dossiers de candidature devront parvenir au plus tard le 05/10/2015 à 17H au Bureau du PNUD à l'adresse suivante :

À L'attention de Monsieur le Représentant Résident du PNUD en Tunisie
41 bis, impasse Louis Braille – Avenue Louis Braille – Cité El Khadhra – 1003 Tunis, Tunisie
Tel : (216) 71 904 011 Fax : (216) 71 90 668

Les offres peuvent être soumises par courrier électronique à l'adresse suivante procurement.sap-tunisia@undp.org.

Les offres soumises par courrier électronique ne peuvent dépasser 2MB, doivent être exemptes de virus, à défaut de quoi elles seront rejetées.

Les demandes de clarifications devront être envoyées à la même adresse électronique (procurement.sap-tunisia@undp.org) au plus tard le 05/10/2015 à 17H.

Seules les candidatures répondant aux critères susmentionnés seront prises en considération.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.